

## La Francophonie à l'épreuve du poison intellectuel

**Dénonçant à nouveau l'action néfaste de ce qu'il nomme le poison intellectuel français, le général François Torrès en voit une preuve concrète dans le soutien accordé par la France à l'élection d'un ministre rwandais à la tête de l'organisation internationale de la Francophonie.**



*Louise Mushikiwabo, ministre des Affaires étrangères du Rwanda, a été élue présidente de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF)*

Nous connaissons le poison intellectuel français. Il est une alchimie complexe dont les ingrédients toxiques vont de l'arrogance au nom des valeurs universelles, doctes leçons de morale infligées à la planète entière, à l'inversion de l'instinct de survie glorifiant nos pires ennemis, en passant par la célébration des traîtres honorés comme des héros, à quoi s'ajoute l'exaltation sans mesure des massacres révolutionnaires au prix de l'effacement amnésique de plus de dix siècles d'histoire de la France devenue « La République », concept froid, égalitariste et sans âme déserté par les héros qui construisirent le pays.

**« Méprisant l'autorité, l'effort et l'excellence au nom de l'égalité des chances, il récuse la vérité des sélections »**

Depuis un demi-siècle, habité par la culpabilité morbide de l'Occident accusé de tous les maux de la planète, y compris celui d'avoir « fabriqué » les ethnies africaines et de les avoir poussées à s'entretuer, le poison œuvre à la déconstruction des armatures traditionnelles du pays et à la déchéance de l'école. Mépri-

sant l'autorité, l'effort et l'excellence au nom de « l'égalité des chances », il récuse la vérité des sélections et encombre l'université d'une médiocrité semi-illettrée.

Plus prosaïquement, dans nos banlieues, l'infection cache la vérité et stigmatise ceux qui la décrivent, accusés d'aggraver les fractures ; elle justifie l'infamie terroriste par le déclassement social et jette l'anathème sur les forces de l'ordre commentant de manière répétitive et obsessionnelle « les violences policières ». Presque toujours, elle occulte la part provocatrice de l'image, tandis qu'elle accorde « la licence artistique » aux appels au meurtre racistes des rappeurs.

Depuis 2017, le poison français qui n'a pas perdu sa virulence, s'est affublé des oripeaux de la provocation théâtralisée où le contrepied insolent et irritant semble avoir été érigé au rang de philosophie de gouvernement. Célébration de rappeurs-casseurs de voitures, connivence réjouie avec des anciens repris de justice et, à l'inverse, comme si l'exaltation joyeuse des mutins réfractaires devait être



*Le président Kagamé n'a cessé d'attaquer la France et son armée depuis un quart de siècle*



*Louise Arbour présidente du TPI étouffa les rapports mettant en cause Paul Kagamé*

compensée, les admonestations plus ou moins acerbes infligées à « l'ancien monde », tenant des vieilles structures traditionnelles et d'une pensée à jeter aux orties.

Une constante cependant dans ce long fil rouge du poison intellectuel : s'affublant de l'image vertueuse de la générosité et de la tolérance, le poison fait clairement l'hypothèse que les résistances réfractaires, même celles de nos ennemis les plus radicaux, peuvent être subjuguées et, à force de patience, de magnanimité généreuse et de mansuétude, ramenées dans le giron de l'exemplaire rayonnement français paragon de la sagesse universelle.

C'est dans ce contexte, où l'attention portée aux adversaires éclipse la sollicitude qu'on doit à ses alliés, que s'inscrit la récente nomination de la Rwandaise Louise Mushikiwabo à la tête de la Francophonie. Nombreux sont ceux qui s'interrogent sur le sens de ce contrepied ayant porté à la tête de ce qui fut jusqu'à présent un outil du rayonnement de la langue française et de notre pays, une personnalité aussi controversée, ministre rwandaise des Affaires étrangères d'un pays, qui depuis 1994 n'a cessé d'attaquer la France et ses armées.

Au milieu de la réprobation de quatre anciens ministres de la Francophonie qui signèrent une tribune dans *Le Monde* fustigeant l'affaiblissement de l'image de notre pays, on invoque la raison d'État articulée à la nécessité de réparer les liens avec le Rwanda et Paul Kagamé, président de l'OUA. Cette bravade, qui honore une mouvance hostile à notre pays au point qu'elle suggère un affaiblissement de l'instinct de survie, a lieu dans un contexte toujours très tendu où la rancœur réciproque reste vive, surplombée par l'ombre embarrassante des enquêtes judiciaires en cours.

De forts soupçons continuent en effet à planer sur Kigali suggérant que Kagamé et son parti pourraient avoir été les déclencheurs des massacres en perpétrant l'assassinat du président Juvenal Habyarimana mort le 6 avril 1994, dans la destruction du *Falcon* qui le transportait par un modèle de missile sol-air dont les dernières enquêtes montrent - preuves des numéros de série à l'appui - qu'il était en dotation dans les forces du FPR<sup>1</sup>, approvisionnées par les Russes.

<sup>1/</sup> Front patriotique rwandais dirigé par Paul Kagamé.

Pire encore, cette faveur toxique, accordée à une personnalité politique proche d'un des hommes d'État figurant parmi les pires ennemis de notre pays, semble surgir en appui de plusieurs journaux issus de la mouvance intellectuelle empoisonnée qui, au nom de la justice et de l'information, diffusent des reportages à la fois incomplets et peu probants, mais insistants, sur la responsabilité de l'armée française dans le génocide.

Comble de l'autisme pernicieux à viseur unique de ce poison dont l'une des constantes la plus caractéristique est d'occulter la partie de l'image qui l'obligerait à penser contre elle-même, tous ces harcèlements moralisateurs et auto-flagellants ont lieu alors que pas moins de deux enquêtes indépendantes dont celles des juges français et espagnol Bruguière et Merelles concluaient à la culpabilité de Paul Kagamé. À ces investigations s'ajoutent celles allant dans le même sens du rapport Hourigan, adressé en janvier 1997 à Louise Arbour, alors présidente du Tribunal pénal international, qui s'était empressée de l'étouffer<sup>2</sup>.

Aujourd'hui, un quart de siècle après le génocide, tandis qu'aucun des doutes sur la responsabilité de Kagamé n'a été levé, il est dangereux de croire que la mise en scène théâtrale d'Erevan en faveur d'une mouvance politique soutenue par l'Ouganda et les États-Unis qui fermèrent les yeux aux manœuvres de reconquête du FPR, pourrait apaiser des ressentiments dont l'écheveau international plonge dans la vieille stratégie d'influence américaine en Afrique dirigée contre la France. À ce sujet, lire l'article du *Guardian* de septembre 2017<sup>3</sup>. On peut notamment y lire « *qu'au lieu de rechercher la stabilité, les*

*États-Unis, qui autorisèrent l'Ouganda à armer le Front patriotique rwandais, préparent le terrain à ce qui sera la pire explosion de violence jamais enregistrée en Afrique* ».

**« Le moins qu'on puisse dire est que la réconciliation avec Kigali, objectif sous-jacent de l'appui à Louise Mushikiwabo, reste aléatoire »**

Le moins qu'on puisse dire est que la réconciliation avec Kigali, objectif sous-jacent de l'appui à Louise Mushikiwabo, reste aléatoire. Certes, le 10 octobre dernier, le vice-procureur français Ranucci a opportunément émis une réquisition de non lieu qui, 15 ans après l'ONU, semble elle aussi vouloir étouffer une vérité que Washington tente également d'occulter depuis l'horreur du génocide.

Mais on peut douter que cette « raison d'État », répondant complaisamment à une requête de Kagamé datant de 2006 et dont tout indique qu'elle pourrait aussi être motivée par la volonté de plaire à Washington, parvienne à subjuguier le surgissement de nouvelles preuves accusant le FPR dont la révélation rendra caduque la stratégie du théâtre.

François TORRES  
Officier général (2s)

2/ Lire à ce sujet l'article de Fabrice Rousselot qui, dans le journal *Libération* de mars 2004, décrivait par le menu la perplexité de Michaël Hourigan dont les révélations furent mises sous le boisseau par l'ONU. [https://www.liberation.fr/planete/2004/03/18/la-verite-n-a-pas-ete-devoilee-sur-le-rwanda\\_472854](https://www.liberation.fr/planete/2004/03/18/la-verite-n-a-pas-ete-devoilee-sur-le-rwanda_472854)  
3/ <https://www.theguardian.com/news/2017/sep/12/americas-secret-role-in-the-rwandan-genocide>